

CMD

CA

AGBOGBO ET CONSORTS

N° 067/CA du Répertoire

N° 95-03/CA du greffe

Arrêt du 19 septembre 2002

**AFFAIRE : AGBOGBO HENRIETTE ET CONSORTS**

C/

**M. F. P. T. R. A.**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 23 décembre 1994 enregistrée au Greffe sous le n° 014/GCS du 20 janvier 1995 par laquelle AGBOGBO Henriette, AKOHO Julien Magloire, ADJAGBA Pelagie, SAÏZONOU Marcelline née HOUETO, DRAMANE Soulé, KPATOUKPA Laurent, GBAGUIDI Codjo Joseph-Marie HADONOU A. Chantal, ADOMOU Berthe, ALIMIM Amidatou épouse AGBETI et BIO Gaston tous agents permanents de l'Etat, contrôleurs des Services Financiers en service au Ministère des Finances et de l'Economie ont saisi la Cour d'un recours tendant à l'annulation du Décret n° 85-376 du 11 septembre 1985 portant Statut Particulier des Corps des Personnels de l'Administration Centrale des Finances (en son article 20) et de l'Arrêté n° 2094/MTAS/DGPE/CRAPE-3 du 20 octobre 1988 portant leur nomination et reclassement dans le nouveau corps des contrôleurs des services financiers

Vu le mémoire ampliatif en date du 23 avril 1996 enregistré au Greffe de la Cour sous le n° 135/GCS du 10 mai 1996 ;

Vu la correspondance en date du 23 juillet 1996 par laquelle la requête introductive d'instance ensemble avec le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués au Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative ;

Vu le silence gardé par cette Autorité suite à la dite communication ;

Vu la consignation faite par les requérants et constatée par récépissé global n° 614 du 09 mai 1995 ;



Notifié 1/m 3328-3328/GCS du 30/11/2005  
PG-CS 1/m 3328/GCS du 30/11/2005

Vu et 7/11/05  
corriger et

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;

Oùï le Conseiller **Emile TAKIN** en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que les requérants exposent à leur requête qu'ils ont été engagés en qualité d'Agents auxiliaires du niveau BAC à la 2<sup>e</sup> catégorie de l'Echelle B de l'Administration Centrale des Finances puis ont bénéficié des dispositions transitoires du Décret n° 81-352 du 17 octobre 1981 portant Statuts Particuliers des Corps de Personnels de l'Administration Centrale des Finances en application de son article 20.

Que sur cette base ils ont été nommés et reclassés dans le nouveau Corps des Contrôleurs des Services Financiers suivant l'Arrêté n° 0244/MTAS/DPE/CRAPE du 02/mars1982 à l'Echelle 2 de la Catégorie B qui ne comprenait à l'époque que 2 échelles.

Que par la suite est intervenu le Décret n° 85-376 du 11 septembre 1985 qui, après avoir abrogé le précédent, a ajouté une 3<sup>e</sup> échelle à la catégorie B en vertu duquel ils se sont vus retrogradés à cette échelle B3 à la suite des travaux de reclassement (CRAPE-3) ;

Que dans le même temps des Agents titulaires du Baccalauréat, dont certains ont été recrutés plus de six (06) ans après eux se sont retrouvés à l'Echelle B2 à l'issue d'un stage d'un (01) an passé au centre de Formation de l'Administration centrale des Finances ;

Considérant qu'ils font remarquer que la situation restera ainsi jusqu'à la date du 13 octobre 1994 date à laquelle ils adresseront un recours gracieux au Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative en vue de voir régulariser cette situation malheureuse lequel gardera silence ;





Que sur la base de ces arguments les requérants sollicitent l'annulation des deux textes sus-cités en même temps que leur réintégration pure et simple à leur grade initial c'est-à-dire à l'échelle 2 de la catégorie B ;

Considérant que le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative n'a pas réagi à la communication à lui faite du mémoire ampliatif et pièces jointes des requérants ;

Considérant cependant que la requête de AGBOGBO Henriette et consorts en date du 23 décembre 1994 a été formalisée au mépris des dispositions de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 régissant la procédure devant la Cour ;

Qu'en effet il résulte de l'alinéa 2 de l'article 68 de ladite Ordonnance « qu'avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision » ;

Qu'en l'espèce et si les requérants n'ont pas manqué d'observer cette prescription de l'alinéa 2 de l'article 68 de ladite Ordonnance, ils se sont néanmoins mépris sur les réels destinataires dudit recours pour l'avoir adressé au seul Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative (qui du reste n'en n'a pas assuré le transfert à son homologue concerné) plutôt qu'au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement pour ce qui concerne le Décret et au Ministre du Travail et des Affaires Sociales (il en avait eu au moment des faits) pour ce qui concerne l'Arrêté querellé ;



Que ceci étant, il y a lieu de déduire de la situation ainsi créée par les requérants, que le recours gracieux ou hiérarchique n'a jamais existé puisque ni les auteurs des actes incriminés ni leurs supérieurs hiérarchiques n'en n'ont jamais été touchés ;

Considérant de même qu'en la cause les auteurs du recours ont exercé leur action au mépris de l'alinéa 1 du même article 68 qui fixe le délai de recours pour excès de pouvoirs à deux (02) mois à compter de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification de celle-ci ;

Considérant que le décret attaqué date du 11 septembre 1985 et que l'Arrêté subséquent est, quant à lui, du 20 octobre 1988 ;

Que par contre la requête des intéressés date du 23 décembre 1994 ;

Considérant que les intéressés ne soutiennent nullement n'avoir pas pris à temps connaissance des textes dont ils demandent annulation pas plus qu'ils ne se plaignent d'une tardivité éventuelle d'une notification ;

Que tout ceci étant rien ne vient justifier le grand retard par eux accusé dans l'exercice de leur action ;

Qu'il échet en conséquence déclarer leur recours non recevable pour violation de l'article 68 alinéa 1 et 2 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour Suprême ;

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : est irrecevable la requête des nommés AGBOGBO Henriette et autres pour violation de l'article 68 alinéa 1 et 2 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la Cour Suprême.

**Article 2** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

**Article 3** : les dépens sont mis à la charge des requérants.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative

**PRESIDENT;**

**Emile TAKIN**

et

**Eliane PADONOU**

}  
}  
}

**CONSEILLERS.**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf septembre deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**

**MINISTERE PUBLIC;**

**Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI**

**GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,



Le Rapporteur,

*Amil*  
R. TAKIN

Le Greffier,



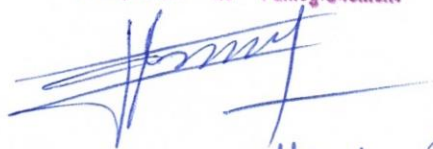

DE : 2000 } 4000 F  
P = 2000 }

Enregistré à Cotonou le 27/6/05

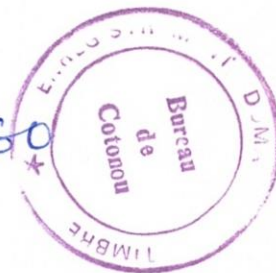
Fo 53 Cas 2885-2

Reçu Quatre mille francs

L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L. AGO





\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

